

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**PORTANT SUR L'OCTROI D'UNE AUTORISATION DE VOIRIE POUR OCCUPATION TEMPORAIRE DU**  
**DOMAINE PUBLIC**

Objet : installation de chantier 46 avenue de Saint-Guinfort

Le Maire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213- et suivants,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'Arrêté Municipal de Coordination des Travaux n°10-06-156 du 15 juin 2010,

**Vu** le Règlement de Voirie Communal du 23 juin 2010,

**Vu** le Règlement d'Occupation du Domaine Public du 23 juin 2010,

**Vu** la déclaration préalable n°077 153 25 00062 du 19 juin 2025 pour la transformation de deux logements de fonctions en classes à l'école élémentaire de l'Eau Bonne sise 46 avenue de Saint-Guinfort,

**Considérant** la nécessité d'implanter une base vie et de réglementer l'installation de chantier sur le parvis et les espaces verts devant l'école élémentaire de l'Eau Bonne,

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité des usagers, notamment des élèves et parents d'élèves durant la période des travaux,

**Considérant** qu'il y a occupation du domaine public à titre temporaire,

**Considérant** que cette installation nécessite des précautions particulières à prendre,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** – À l'occasion de l'installation du chantier pour la réalisation des travaux de transformation de deux logements de fonctions en classes à l'école élémentaire de l'Eau Bonne, le parvis et les espaces verts situés devant l'école seront inaccessibles pendant toute la durée des travaux.

**ARTICLE 2** - Une base vie sera installée sur le parvis et les espaces verts situés devant l'école élémentaire de l'Eau Bonne du 3 novembre 2025 au 3 avril 2026.

**ARTICLE 3** - L'emprise de la base vie et l'accès au chantier seront délimités par une palissade opaque de couleur blanche d'une hauteur de 2 mètres. Elle devra interdire l'accès au chantier à toutes personnes étrangères.

**ARTICLE 4** - La palissade ne devra pas faire obstacle au ruissellement des eaux pluviales ou obstruer tout regard de visite des différents réseaux.

**ARTICLE 5** - Les entreprises chargées des travaux devront installer des panneaux de chantier réglementaires afin de matérialiser les travaux et l'interdiction de circuler à toute personne aux abords du chantier, et mettre en place un éclairage sur la palissade.

**ARTICLE 6** - Une déviation pour les piétons sera mise en place et matérialisée par une signalisation appropriée.

**ARTICLE 7** – L'accès des enfants est maintenu par le portail et sera délimité par un cheminement protégé et sécurisé.

**ARTICLE 8** - L'accès au chantier pour les livraisons devra se faire uniquement en dehors des entrées et sorties scolaires soit entre 9h00 et 11h00 et 14h00 et 16h00.

**ARTICLE 9** - Chaque jour, les entreprises auront à leur charge l'enlèvement de tous décombres ou matériaux tombés sur la voie publique, le nettoyage journalier des abords, la réparation de tous dommages éventuellement causés ou rétablir à leurs frais les réparations ainsi que l'enlèvement des graffitis, affiches... sur la palissade.

**ARTICLE 10** – Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux sept jours avant le début des travaux par le pétitionnaire.

**ARTICLE 11** – Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Chef de Centre de Secours de Dammartin-en-Goële, à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Dammartin-en-Goële, au Secrétariat Général des Services de la ville de Dammartin-en-Goële, aux Agents de surveillance de la voie publique de la ville de Dammartin-en-Goële, à la Police Intercommunale de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, et notifié à l'intéressé.

**ARTICLE 12** – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Dammartin-en-Goële,  
le 27 octobre 2025

Le Maire  
Vincent CLAVIER